

officiers supérieurs de l'Armée canadienne se seraient tourmentés très fort au sujet d'incidents qu'ils n'avaient pu empêcher sans qu'il y ait eu certes, de leur part, aucun manquement au devoir. L'auteur du rapport Currie, M. G.-S. Currie lui-même, alors sous-ministre de la Défense nationale, aurait été également tourmenté durant toute la période au cours de laquelle ces crimes et méfaits ont été commis.

M. Hees: Quel gouvernement était alors au pouvoir?

M. Murray (Cariboo): Je n'irai pas charger un jeune homme qui a devant lui une brillante carrière et derrière lui d'excellents états de service, le ministre actuel de la Défense nationale (M. Claxton), des crimes et des méfaits qui ont été commis longtemps avant qu'il accède à son poste.

M. Hees: C'est le gouvernement actuel qui était au pouvoir. Il s'agit du même vieux gouvernement, de la même vieille histoire.

Le très hon. M. Gardiner: Où était alors l'honorable député?

M. Murray (Cariboo): Il est bien manifeste que les clameurs et le tintamarre que l'on crée au sujet de Petawawa visent surtout des fins politiques. Il est déplorable que la Chambre des communes soit obligée de consacrer tant de temps à un débat si acrimonieux et si inutile. La lourde tâche de participer à l'OTAN pèse sur nos épaules; nous avons assumé de lourdes responsabilités en Corée et sur le continent européen.

De nombreux problèmes d'importance nationale attendent qu'on les étudie afin de leur trouver une solution. Pourtant, les jours se succèdent ici avec leur cortège d'accusations amères, d'insultes, d'attaques personnelles, au sujet de questions qui sont insignifiantes comparativement aux problèmes que j'ai mentionnés. C'est vraiment inepte. Je crains que certaines des déclarations formulées ici à la Chambre ne nuisent considérablement à notre effort militaire dans le cadre des Nations Unies et ne mette obstacle aux engagements dans les effectifs militaires que nous envoyons en Europe. En exagérant la gravité de l'incident de Petawawa, nous faisons le jeu de nos ennemis.

Une voix: Vous parlez de l'opposition?

M. Murray (Cariboo): J'exprime l'opinion de bien des Canadiens lorsque je dis au Parlement: "Allons, à la tâche!"

M. Nickle: Puis-je poser une question au député?

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre!

M. Fulton: Sauf erreur, le député de Calgary-Ouest (M. Nickle) veut poser une question au représentant de Cariboo (M. Murray).

M. Murray (Cariboo): J'y répondrai avec plaisir.

M. Nickle: Voulez-vous vraiment déclarer que c'est l'armée américaine qui doit porter la responsabilité des erreurs dans l'emploi des montants consacrés au Canada à la défense?

Des voix: Ne répondez pas!

M. Murray (Cariboo): L'armée américaine constitue aujourd'hui un magnifique et puissant élément bienfaisant dans le monde. Elle commet des erreurs, tout comme l'armée canadienne, mais elle n'en poursuit pas moins son effort.

Des voix: Très bien!

M. E. D. Fulton (Kamloops): Monsieur l'Orateur, en parlant du rapport Currie et en démontrant la nécessité de poursuivre l'enquête que M. Currie a entreprise, j'aurai beaucoup de difficulté à m'exprimer d'une façon plus convaincante que ne l'a fait le représentant de Cariboo (M. Murray) dans le discours qu'il vient de lire avec tant de soin et de débiter d'une façon si éloquente. On n'a jamais indiqué plus clairement,—et c'est la première fois au Parlement,—ce qui s'est passé au pays au cours d'une période de plusieurs années à la suite de la négligence dans l'administration du ministère de la Défense.

Je me servirai des paroles employées par le représentant de Cariboo lui-même. Pour m'exprimer comme lui, je dois dire que, sous la direction du présent gouvernement libéral,—descendant direct du gouvernement au pouvoir pendant la guerre et durant la période au cours de laquelle se sont produits les événements de la route de Cariboo,—il y a eu une épidémie de pillages et de corruption. Monsieur l'Orateur, si un membre de l'opposition employait des expressions semblables, si justes et exactes soient-elles, pour relater certains événements qui se sont produits, je suis certain qu'on le rappellerait à l'ordre.

Le très hon. J. G. Gardiner: Puis-je poser une question à l'honorable député? Ne s'est-il pas servi d'arguments de ce genre au cours de la campagne électorale à la suite de laquelle il a été élu à la Chambre?

M. Fulton: Certes, non.

Le très hon. M. Gardiner: C'était l'enjeu de la campagne.

M. Fulton: Je me demande quel est le but de la question de l'honorable ministre. Elle